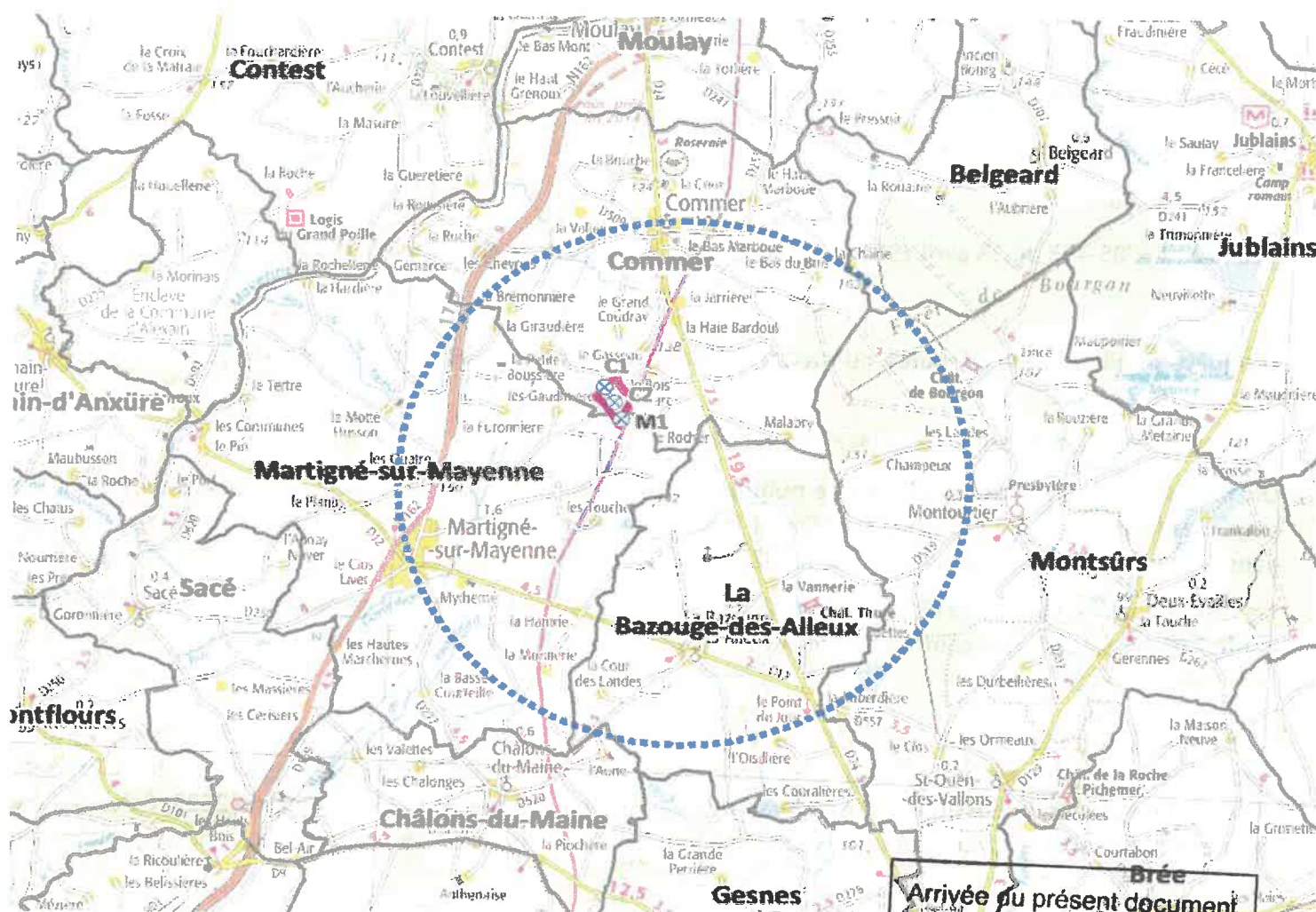


Département de la Mayenne

PARC DE 3 EOLIENNES ET UN POSTE DE LIVRAISON

« SAS FERME DE LA LANDE »

SUR LES COMMUNES DE COMMER ET DE MARTIGNÉ-SUR-MAYENNE



ENQUETE PUBLIQUE COMPLEMENTAIRE

RELATIVE A LA REGULARISATION IMPOSEE POUR DEUX VICES DE PROCEDURE, CONCERNANT L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE D'UNE PART ET LES CAPACITES FINANCIERES DE LA SOCIETE ABO WIND, PORTEUSE DU PROJET, D'AUTRE PART.

(du mercredi 4 mai 2022 à 9h00 au lundi 23 mai 2022 à 19h00)

Avis et conclusions motivés du commissaire enquêteur (2^e partie)

Alain PARRA d'ANDERT

Dossier n° 22000038/53. La demande formulée par la société SAS Ferme de la Lande, dans le cadre de la procédure de régularisation imposée par la cour administrative d'appel de Nantes dans son arrêt avant dire droit du 17 novembre 2021 relative au parc éolien de la Lande sur les communes de Commer et de Martigné-sur-Mayenne.

1. RAPPEL DU CADRE JURIDIQUE

Par décision n° E22000038/53, en date du 24 mars 2022 sur demande de Monsieur le Préfet de la Mayenne, le Président du Tribunal Administratif m'a désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour procéder à l'enquête publique complémentaire ayant pour objet la régularisation imposée pour deux vices de procédure, concernant d'une part, l'avis de l'autorité environnementale et d'autre part, les capacités financières de la société Abo Wind, porteuse du projet.

La demande est soumise aux dispositions du code de l'Environnement, plus particulièrement :

- * Les articles L123-1 et suivants
- * Le code de l'urbanisme
- * Le décret n°85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983

L'enquête publique s'est déroulée du mercredi 4 mai 2022 au lundi 23 mai 2022, soit pendant une période continue de 20 jours.

Cette enquête s'est déroulée dans un climat serein.

Les formalités de publicité de l'enquête publique ont été réalisées dans le respect de la réglementation. Les annonces légales ont été publiées dans Ouest-France Mayenne le 13 avril 2022 et rappelées le 4 mai 2022 et dans le Courrier de la Mayenne, le 14 avril 2022, et rappelées le 5 mai 2022.

L'avis d'enquête a été affiché dès le 13 avril 2022 aux abords du site objet de l'aménagement et aux panneaux d'affichage extérieurs, des communes concernées : Commer et Martigné-sur-Mayenne

Le dossier d'enquête, dont la composition détaillée dans le rapport, est de 843 pages, était complet mais compliqué à comprendre par le public : reprise des données du dossier de l'enquête publique de 2013, avec mise à jour, autant que possible, pour le dossier de l'enquête publique complémentaire de 2022. Celui-ci a été tenu à sa disposition durant toute la durée d'enquête. Les conditions de consultation, ont été tout à fait satisfaisantes.

J'ai assuré 4 permanences : Le mercredi 4 mai 2022, de 9h00 à 12h00, à Martigné-sur-Mayenne ; le samedi 7 mai 2022, de 9h00 à 12h00, à Commer ; le vendredi 13 mai 2022, de 14h00 à 17h00, à Commer ; le lundi 23 mai 2022, de 16h à 19h00, à Martigné-sur-Mayenne. Ces permanences se sont déroulées dans un climat serein, dans un contexte où la radio France Bleu Mayenne, avait comme sujet mensuel, l'éolien. Des messages en boucle, les premiers jours, montrant l'intérêt de la population (pour et contre) étaient entendus. Mais cela n'a pas altéré le bon esprit des permanences.

Le Procès-Verbal de synthèse de fin d'enquête : l'article R123-23 du code de l'environnement relatif à l'organisation d'une enquête publique complémentaire, en fixe la durée à quinze jours et indique qu'elle est clôturée dans les conditions prévues à l'article R123-18.

Dossier n° 22000038/53. La demande formulée par la société SAS Ferme de la Lande, dans le cadre de la procédure de régularisation imposée par la cour administrative d'appel de Nantes dans son arrêt avant dire droit du 17 novembre 2021 relative au parc éolien de la Lande sur les communes de Commer et de Martigné-sur-Mayenne.

En application de ce second article, le commissaire enquêteur doit remettre dans les huit jours suivant la clôture de l'enquête, au porteur du projet, un procès-verbal de synthèse des observations émises au cours de l'enquête. Il a alors quinze jours pour y répondre.

Cette obligation est en contradiction au fait que le commissaire enquêteur ne dispose que d'un délai de quinze jours pour communiquer son rapport et ses conclusions au préfet à partir de la date de clôture de l'enquête.

Afin de ne pas pénaliser le public et dans l'esprit de l'enquête publique, après en avoir informé les services de la préfecture, le commissaire enquêteur fait remonter au fil de l'eau les observations déposées sur les registres d'enquête et le porteur de projet consulte quotidiennement le site spécifique de la préfecture où sont enregistrés les mails dédiés. Les observations lui seront déposées par thèmes dès le lendemain de l'enquête publique pour lui permettre d'y répondre très rapidement.

La durée de cette enquête publique est contrainte non seulement en raison de la réglementation spécifique, mais aussi parce que la Cour Administrative d'Appel de Nantes a donné dix mois à compter de la notification de ses arrêts, pour produire l'autorisation modificative, soit jusqu'au 24 septembre 2022.

Il a été remis le mardi 24 mai à 10h45.

Le mémoire en réponse, contenant 34 pages, a été adressé par mail le 3 juin 2022, afin de permettre de rendre le rapport le 7 juin 2022, conformément à la réglementation.

L'ensemble des observations et questions posées, ainsi que les réponses approfondies, apportées par le pétitionnaire ont fait l'objet d'une analyse par mes soins dans le rapport d'enquête.

2.BILAN DE L'ENQUETE PUBLIQUE COMPLEMENTAIRE

Les permanences ont accueilli 16 personnes sur Commer, 23 sur Martigné et 49 courriels ; du fait des doublons enregistrés, 84 personnes différentes se sont exprimées.

- Bilan des avis exprimés :

	Favorable	Défavorable
Commer-Martigné	1	19
14 autres communes concernées	2	6
Département de la Mayenne	19	3
Autres	5	17

Soit 20 habitants sur 3 180 potentiels (Commer et Martigné) : 0.63%

Le sujet de l'enquête publique complémentaire de 15 jours portait sur 2 vices de procédure, ce qui peut expliquer le peu de motivation à se déplacer.

- Bilan des communes (reçues au 6 juin au soir)

	Favorable	Défavorable
	2	5
7 réponses sur 16 attendus	Mayenne et Chalons du Maine	Alexain, Commer, Contest, Martigné, StGermain d'Anxurre

En 2014, lors de l'enquête publique initiale, le résultat était : 3 favorable, 3 défavorable et 10 non exprimés.

- Thèmes soulevés :

- Château de Bourgon, et de Thuré : 20 fois
- Santé humaine et animale : 11 fois
- Dossier et remarques MRAe : 11 fois
- Bruit : 7 fois
- Travaux : 6 fois
- Information des riverains : 6 fois
- Valeur immobilière : 4 fois
- Règlementaire : 1 fois
- Indépendance MRAe : 1 fois
- Photovoltaïque et éolien (Gaec) : 1 fois

A noter qu'un certain nombre de personnes n'ont pas exprimé d'avis mais écrits des questions ou des remarques générales.

Château de Bourgon, et de Thuré (20 fois):

Les propriétaires et leurs sympathisants (Demeure Historique, association Quatre Pa(s) en Mayenne, particuliers) mettent en avant la covisibilité probable avec les éoliennes situées à 5kms des abords du château pour Bourgon et plus de 3kms pour celui de Thuré. Ce qui pourrait porter préjudice pour les nombreuses représentations artistiques (musique, pièces de théâtre) et pour les visites du château et du parc.

Le porteur de projet, sur de ses photomontages et de ses coupes, estiment qu'il n'y aura aucune visibilité ou covisibilité partielle sur le bout des pâles au maximum.

La possibilité de placer des ballons sondes comme pour les éoliennes C3, C4 et C5, en leur temps, n'a pas été retenu par le porteur de projet ; ce qui aurait permis de lever toute ambiguïté.

Le commissaire enquêteur n'a pas autorité pour insister ; l'enquête publique complémentaire ne porte que sur les deux vices de forme à régulariser.

Santé humaine et animale (11 fois) :

Le porteur de projet s'est engagé par écrit à procéder à des états sanitaires préalablement aux travaux pour toutes les exploitations bovines recensées et qui en feront la demande.

De même un diagnostic électrique pourra être fait sous les mêmes conditions.

Dossier et remarques MRAe (11 fois) :

Comme expliqué précédemment, les délais imposés par la Cour d'Appel (10 mois entre le Jugement de novembre 2021 et la prise de position définitive du préfet de la Mayenne (septembre 2022) ne permettent pas d'avoir un cycle annuel complet. Les mises à jour effectuées ont confirmé les résultats initiaux de 2010.

Les distances entre les bâtiments d'habitation et les éoliennes, ont bien été vérifiées en 2011 et sont supérieures à 500m, quelques soient les hameaux concernés.

Les espèces protégées (pique-prune et grand capricorne) ne seront pas affectées car aucun arbre les concernant n'est touché.

Le projet est conforme au PLUi en vigueur : compensation des haies amenées à disparaître.

Bruit (7 fois) :

Toutes les mesures réalisées par un bureau d'étude indépendant, avec prise en compte du changement de type d'éolienne, permettent de constater que le parc sera en dessous des normes maximales autorisées.

Lors de la mise en service, un suivi sera fait régulièrement, avec poses d'appareils de mesure près des riverains et de toute personne qui en ferait la demande, pour vérifier l'acoustique réel.

Travaux (6 fois) :

Cela concerne essentiellement la D508 et plus particulièrement le chemin vers l'éolienne M1.

Le courrier du Conseil Départemental du 5 novembre 2013, précise bien les obligations à respecter (120m de visibilité au sortir des chemins allant vers les éoliennes) et un état des lieux préalable sera effectué.

En cas de dégradation due aux travaux du parc, c'est le porteur de projet qui assume les travaux et réparations nécessaires.

Information des riverains (6 fois) :

Depuis 2010, les habitants sont régulièrement informés : réunion publique en 2010 puis bulletins d'informations Abo Wind, enquête publique en 2014, articles de presse sur les recours contre le projet et les différents résultats entre 2014 et 2021, enquête publique complémentaire en 2022.

« Internet » permet de faire apparaître immédiatement les différentes étapes du projet éolien Commer-Martigné.

Valeur immobilière (4 fois) :

Une étude de mai 2022, de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) montre un impact nul pour 90% des ventes et faible pour 10% des maisons vendues sur la période 2015-2020.

Maintenant une vente et une acquisition répondent à des critères objectifs et subjectifs et il est difficile de se prononcer réellement.

Réglementaire (1 fois) :

La taille des affiches est réglementaire, en format A2, écrites en noir sur fonds jaune et apposée près des différents sites ; elles ne sont pas conçues pour être lues de sa voiture, mais attirent l'attention. On les retrouve dans les mairies des communes concernées.

Indépendance MRAe (1 fois) :

La Cour Administrative d'Appel de Nantes a désigné la MRAE, dans son article 44, comme compétente pour les Pays de Loire et présentant donc les garanties d'impartialité requises.

Photovoltaïque (1 fois)

Un projet photovoltaïque sur un bâtiment d'exploitation, détenu par un bénéficiaire d'une éolienne sur ses terrains ne présente pas d'incompatibilité d'usage.

3. AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR sur les régularisations attendues

Cette partie est consacrée à mon analyse personnelle sur la régularisation de deux vices de procédures, sur les observations recueillies lors des permanences aux mairies de Commer et de Martigné, des investigations menées et des réponses apportées par le pétitionnaire.

3.1 Rappel de l'historique du projet

Deux procédures en annulation ont été déposées par requêtes en date du **11 octobre 2012**, auprès du tribunal Administratif de Nantes.

Une commission d'enquête a été nommée en novembre 2013 et a rendu un avis favorable le **17 mars 2014**.

Le préfet de la Mayenne a délivré une Autorisation partielle d'exploiter le **13 avril 2015**, en invalidant les 3 éoliennes de l'îlot Est, visibilité depuis le château de Bourgon.

Le tribunal Administratif (TA) de Nantes est sollicité en **2015**, suite à un recours contre les 2 permis de construire, et décide d'annuler ceux des 3 éoliennes de l'îlot Est.

2 décisions de la Cour d'Appel du TA de Nantes et du Conseil d'Etat, en **2017**, confirment la 1^{re} décision du Tribunal Administratif de Nantes et il ne reste donc que les 3 éoliennes C1, C2 et M1 et le poste de livraison. La cour d'Appel de Nantes décide en **2019**, d'annuler la 2^{de} décision du TA de Nantes. L'arrêté préfectoral de 2015 est de nouveau en vigueur.

Deux courriers de la préfecture de la Mayenne, ont donné acte, le **5 août 2019**, d'un changement de type d'aérogénérateur (puissance 2.2MW contre 2MW sans création d'impact supplémentaire) et le **3 août 2020**, du déplacement du poste de livraison, ce qui va le rapprocher sensiblement des 3 éoliennes restantes. Le Conseil d'Etat, en **2021**, constate un vice de procédure concernant l'avis de l'Autorité Environnementale de 2013 et renvoie le dossier en Cour d'Appel qui par arrêt du **17 novembre 2021**, sursis à statuer dans l'attente d'un possible arrêté de régularisation de l'autorisation d'exploiter :

Dossier n° 22000038/53. La demande formulée par la société SAS Ferme de la Lande, dans le cadre de la procédure de régularisation imposée par la cour administrative d'appel de Nantes dans son arrêt avant dire droit du 17 novembre 2021 relative au parc éolien de la Lande sur les communes de Commer et de Martigné-sur-Mayenne.

- Le tribunal a estimé que l'avis d'autorité environnementale émis par le préfet de la région des Pays de Loire, le 6 décembre 2013 était irrégulier : la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) a, à la fois, instruit la demande d'autorisation pour le compte du préfet de la Mayenne, et préparé l'avis de l'Autorité Environnementale. Ce vice de forme peut être réparé par la consultation d'une autorité présentant les garanties d'impartialité requises, en l'occurrence la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE)
- Le tribunal a estimé que les documents fournis en 2013 mettant en avant les capacités financières de la société pétitionnaire à mener son projet était insuffisamment précis et de capacité à rassurer le public. La société ABO WIND a la possibilité d'apporter les précisions complémentaires, avec en plus un historique complémentaire de 8 années d'exercices.

3.2 Régularisation de l'Avis de l'Autorité environnementale

Les Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) ont été créées en 2016, aux côtés de l'Autorité environnementale (Ae), afin de pouvoir exprimer des avis indépendants sur tous les « plans/programmes » et de contribuer à un meilleur fonctionnement démocratique pour la préparation des décisions environnementales.

Son avis n'est donc pas assimilable aux contributions des autres services de l'Etat qui participent à l'instruction réglementaire du dossier mais ne sont pas publiés et restent sous l'autorité du préfet décisionnaire pour les projets.

Son avis a vocation à être produit sur la version du dossier qui sera soumis à la consultation du public dans l'objectif de l'éclairer sur la qualité des études et de la prise en compte de l'environnement.

La DREAL prépare pour le compte du préfet de département ou du préfet de région le cadrage préalable et l'avis de l'Autorité environnementale pour les plans, programmes et projets à caractère local.

Le dossier soumis à la MRAe comprend l'étude d'impact et le dossier d'autorisation d'exploiter dans leurs versions actualisées en 2021. Mais compte tenu des délais impartis pour la prise de décision définitive du préfet (septembre 2022) un certain nombre de remarques ne pouvait être prises totalement en compte (cycle d'études trop court, ne comprenant pas la période hivernale dans sa totalité).

Le porteur de projet dans un mémoire en réponse, d'avril 2022, a répondu point par point.

L'avis de la MRAe est critique sur 2 points essentiels, d'une part sur la méthodologie employée et d'autre part sur l'étude des chiroptères (cycle annuel complet).

- Méthodologie : le guide relatif à l'élaboration des parcs éoliens est très précis à ce sujet tant pour les prospections de terrain s'étendant sur un cycle biologique annuel complet (passage des migrateurs eau printemps et en automne), que pour l'effort d'inventaire, la fréquence etc
- Chiroptères : le calendrier Eurobats donne les fréquences de suivi annuel.

Le porteur de projet rappelle que le projet a été autorisé et confirmé sur le fond par le juge. Seule la régularité de l'avis de l'autorité environnementale a justifié la reprise d'instruction et non une insuffisance de l'étude

Dossier n° 22000038/53. La demande formulée par la société SAS Ferme de la Lande, dans le cadre de la procédure de régularisation imposée par la cour administrative d'appel de Nantes dans son arrêt avant dire droit du 17 novembre 2021 relative au parc éolien de la Lande sur les communes de Commer et de Martigné-sur-Mayenne.

d'impact. Les mises à jour du dossier ont permis de constater que la biodiversité sur le site n'avait pas évolué, les habitats naturels restés similaires.

Les délais imposés par la Cour d'Appel du tribunal Administratif de Nantes ne permettent pas non plus de procéder à un cycle annuel.

Au sujet des chiroptères, 7 espèces sont présentes dont 2 à intérêt patrimonial. Compte tenu des espaces de culture concernées par l'implantation des éoliennes, l'activité des chiroptères est faible et ne justifie pas une étude préalable en altitude.

L'obligation du suivi pendant 1 ans, après mise en service du parc, de la mortalité effective et des possibilités de mesures de bridage préventive, sont de nature à permettre une surveillance accrue.

Dans son mémoire en réponse à la MRAe, et aux observations recueillies pendant l'enquête publique complémentaire, le porteur de projet a bien détaillé les questions se rapportant sur les destructions éventuelles (et leur remplacement) des haies existantes, la vérification de zone humide sur le tracé du réseau électrique inter-éolien et vers le poste de raccordement Enedis, les observations sur le bruit des éoliennes et ses préventions, sur le nouveau modèle retenu d'éolienne (plus performante et moins bruyante) et complété le résumé non technique comme demandé.

Le commissaire enquêteur estime que la demande de régularisation concernant a été effectuée. La MRAe a rendu son rapport indépendant et le porteur de projet a apporté les réponses et les modifications satisfaisantes.

L'arrêté de la Cour, ne demandait pas de refaire l'intégralité de l'étude d'impact mais portait sur la régularisation d'un vice de forme.

3.3 Régularisation des capacités financières d'Abo Wind

A noter qu'aucune observation n'a évoqué une mauvaise connaissance de la santé financière du porteur du projet, ni une remise en question de son savoir-faire.

Le projet est porté par la SAS Ferme Eolienne de Saint-Hilaire-du-Maine, filiale à 99% d'ABO Wind France, et 1% d'ABO Wind AG dont le siège social se situe : 2 rue du Libre Echange, 31500 Toulouse

• Le capital sera apporté par ABO Wind groupe (annexe 6 du cahier n°1: lettre d'engagement ABO Wind France et ABO Wind Allemagne)

- Le compte de résultat 2020 d'ABO Wind France fait apparaître des produits d'exploitations passant de 22 millions d'euro en 2018 à plus de 52 millions d'euro en 2020 et permettant à l'entreprise de dégager un bénéfice net après impôts passant de 3 millions 500 à 7,3 millions d'euro.
- Dans les comptes consolidés, on constate que le Groupe dispose quant à lui de fonds propres de plus de 140 millions d'euros à fin 2020 après réalisation d'un bénéfice net après impôts de plus de 13 millions d'euros.

Dossier n° 22000038/53. La demande formulée par la société SAS Ferme de la Lande, dans le cadre de la procédure de régularisation imposée par la cour administrative d'appel de Nantes dans son arrêt avant dire droit du 17 novembre 2021 relative au parc éolien de la Lande sur les communes de Commer et de Martigné-sur-Mayenne.

- Le modèle économique d'ABO Wind Groupe garantit le fonctionnement du pétitionnaire et lui permet de bénéficier de toutes ses capacités techniques et financières.
- L'intégration de toutes les sociétés du groupe en son sein lui permet de fédérer le résultat de chacune de ses filiales. ABO Wind France travaille sur son marché dans le cadre de contrats intra-groupes par lesquels ABO Wind Groupe prend les risques du développement. De plus, les conventions de trésorerie intra-groupes permettent à ABO Wind France d'avoir accès aux liquidités d'ABO Wind groupe pour ses propres opérations.
- Abo Wind est présent en France depuis de nombreuses années avec sur le grand Ouest 8 projets finalisés et 2 en attente. En Mayenne, ils ont un parc en activité (projet citoyen) depuis 2021 sur Saint Hilaire du Maine.
- Après obtention des autorisations, les capacités financières inhérentes au projet lui-même permettent d'en effectuer la construction et la mise en exploitation.
- Le financement sans recours dont fera l'objet le pétitionnaire sera basé sur la seule rentabilité du projet. La banque (Société Générale ou autre) analyse tant la solidité juridique et technique du projet que sa réalité économique (flux financiers futurs et remboursement de l'emprunt). Une lettre d'intention de la SG Toulouse est en annexe 5 du cahier n°1.
- A la mise en service de l'installation, le pétitionnaire aura garanti le démantèlement auprès d'un organisme financier (la COFACE), soit à ce jour, 52 000e par éolienne (arrêté rectificatif du 20 juin 2020) et constituera en parallèle, au fil de l'exploitation des provisions ou réserves suffisantes pour réaliser des opérations de démantèlement.
- Le compte de résultat 2020 d'ABO Wind France fait apparaître des produits d'exploitations passant de 22 millions d'euro en 2018 à plus de 52 millions d'euro en 2020 et permettant à l'entreprise de dégager un bénéfice net après impôts passant de 3 millions 500 à 7,3 millions d'euro.
- La banque demande un apport d'environ 25% de fonds propres en contrepartie de son apport de la dette : le projet porte sur 10M680 dont 2M620 de fonds propres (24.5%). L'accord bancaire ne peut se donner qu'au constat de l'apport des fonds propres.
- Sur la base d'un prix de vente moyen de 72€/MWh, le chiffre d'affaire prévisionnel serait de l'ordre de 1million 200 000/an les premières années, pour 308ke de remboursements de prêt.
- Compte tenu du montant des amortissements, 712ke annuels, et des charges d'exploitation, l'équilibre financier du projet se fera, au bout de 10 ans, sur les cours d'électricité de ce jour ;

Le commissaire enquêteur après avoir vérifié les données et faits des recherches externes confirme que la société Abo Wind a présenté toutes les informations nécessaires quant à ces capacités financières, et son savoir-faire. Il estime que la régularisation est bien effective.

4. CONCLUSIONS MOTIVEES

Le projet soumis à enquête publique complémentaire demandée par la Cour Administrative d'Appel de Nantes, présentée par la SAS Ferme de la Lande, 2 rue du Libre Echange à Toulouse, concernant un parc de 3 éoliennes et d'un poste de livraison, sur les communes de Commer et Martigné-sur-Mayenne, est régie par

- Le Code de l'environnement et notamment ses articles R.123-1 et suivants
- Le code de l'urbanisme
- Le décret n°85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983
- Les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2022.
- L'article R.122.2 du code de l'Environnement qui prévoit que ces installations de production d'électricité sont soumises à une étude d'impact, régie par les articles R.122-1 à R.122-16 du Code de l'Environnement.

Les documents suivants ont été vérifiés :

- La décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nantes en date du 24 mars 2022 désignant Monsieur Alain PARRA d'ANDERT, cadre bancaire à la retraite, en qualité de commissaire enquêteur,
- La demande d'autorisation d'exploiter, avec le dossier administratif, l'étude d'impact, le résumé non technique, et les annexes préparées par les différents auteurs des Etudes
- Les questions posées par le public, pendant les permanences et par courriel, ainsi que celles du commissaire enquêteur.
- Le mémoire en réponse que Madame Alice BORIUS, ABO Wind, a adressé par courriel, à Monsieur Alain PARRA d'ANDERT, commissaire enquêteur, le 3 juin 2022.

L'étude a permis de constater :

- L'élaboration du dossier préalable a été effectuée dans le respect de la réglementation en vigueur en s'entourant de la compétence et de l'apport des services de l'Etat. Les mises à jour de 2021, pour l'avis de la MRAe de même, ainsi que le mémoire en réponse.
- L'enquête publique complémentaire s'est déroulée du mercredi 4 mai 2022 à 9h au lundi 23 mai 2022 à 19h30, soit 20 jours consécutifs, dans de bonnes conditions et dans le respect de la réglementation, avec les barrières sanitaires instaurées
- La difficulté d'expliquer les raisons d'une enquête publique complémentaire pour régularisation de 2 vices de forme, alors que l'enquête initiale datait de 2014.
- L'évolution de la législation concernant le démantèlement à terme, quasi total du parc et l'évolution des garanties financières mises en place pour permettre la remise en état du site à la fin de la période d'activité.
- La compatibilité avec les documents d'urbanisme des communes d'implantation.
- L'avis défavorable du Conseil Municipal, en date du 8 décembre 2021, concernant la signature d'une convention de servitudes (surplomb de passages de chantier ou de transport et de passage de câbles) en l'état pour absences de précisions suffisantes sur l'implantation exacte des éoliennes et leurs dimensions.
- Tout en décidant de provoquer une nouvelle rencontre avec la société ABO Wind.

Dossier n° 22000038/53. La demande formulée par la société SAS Ferme de la Lande, dans le cadre de la procédure de régularisation imposée par la cour administrative d'appel de Nantes dans son arrêt avant dire droit du 17 novembre 2021 relative au parc éolien de la Lande sur les communes de Commer et de Martigné-sur-Mayenne.

- Les retombées économiques appréciables pour l'économie locale, la commune et la Communauté de communes.
- 2 entreprises Eiffage et Colas sont venues signaler le nombre d'ouvriers concernés par le projet : pour Eiffage, 15 personnes pendant 2 mois (voiries et terrassement), et 6 pendant 1 mois (raccordement électrique et fibre optique) ; pour Colas, 6 personnes pendant 5 mois.
- 4 permanences se sont tenues, sur 13 heures avec 39 visites et 49 courriels
- Le mémoire en réponse a apporté des précisions complémentaires et des propositions.
- La mobilisation des habitants des 16 communes (27 000 habitants) a été faible, 0.3%
- Le projet de création du parc éolien, sur les communes de Commer et de Martigné sur Mayenne , respecte l'environnement, et présente un intérêt indéniable pour la production d'énergie renouvelable, et pour le développement économique de la Communauté de Communes du pays de Mayenne.
- La MRAe, autorité environnementale présentant les garanties d'impartialité, a bien émis son avis avec un mémoire en réponse.
- La société ABO Wind a bien apporté les précisions quant à ses capacités financières, de nature à rassurer le public

En conséquence

J'émet un **AVIS FAVORABLE** à la régularisation des deux vices de formes constatées par la Cour Administrative d'Appel du tribunal Administratif de Nantes, afin de permettre à Monsieur le préfet de la Mayenne de statuer sur l'arrêté de régularisation à prendre.

Ahuillé, le 7 juin 2022



Alain PARRA d'ANDERT
Commissaire enquêteur